

Chronique d'une instrumentalisation annoncée de l'aide humanitaire ?

Audrey Sala • Revue Alternatives Humanitaires

Si ce récit n'a pas valeur d'enquête, il en dit long sur les signaux de plus en plus forts – pour qui veut bien les voir – d'une emprise croissante des acteurs économiques privés sur l'humanitaire. Sous la plume d'Audrey Sala, il constitue une plongée dans l'univers de la « convergence », des « partenariats bien compris » et de la progressive captation du label humanitaire par des acteurs qui n'ont rien de solidaire.

Depuis la création de la revue, il y aura bientôt quatre ans, nous participons régulièrement à des salons, forums, conférences et autres événements dans l'objectif de promouvoir notre travail, de mettre en valeur la recherche, de nourrir le débat et la réflexion sur l'action humanitaire. C'est aussi l'occasion de rencontrer de nouveaux lecteurs, de potentiels partenaires et de prendre le pouls des différents acteurs évoluant dans le secteur de l'aide humanitaire. Depuis quatre ans, et en seulement quatre ans, l'évolution est frappante.

En 2016, nous assistons au Salon des Solidarités à Paris et participons à la Semaine des métiers de l'humanitaire à Annemasse, principalement axés « ressources humaines ». On y croise de jeunes étudiants en quête de vocation humanitaire et de prolongement de leur engagement militant. Et si un débat aborde le thème des possibles « collaborations entre ONG et entreprises », il s'agit essentiellement d'envisager le rôle de l'économie sociale et solidaire. La mention de l'ESS a toujours la vertu de désamorcer les craintes, sans qu'il soit fait très souvent état de la possibilité qu'elle constitue une porte d'entrée à l'économie néolibérale¹. Ce fut le cas ici.

La même année et en 2017, au Forum Mondial Convergences, moins spécialisé « humanitaire » et plutôt dédié aux questions de développement et de protection de l'environnement, on voit apparaître de nouveaux acteurs, non associatifs et souvent issus du secteur bancaire et marchand. C'est ainsi qu'un représentant d'une collectivité territoriale, la fondatrice d'une ONG bangladaise et un membre de l'Agence française de développement (AFD) échangeront avec un représentant de... la société Pernod Ricard sur l'importance de l'objectif de développement durable n° 17 « Partenariats pour la réalisation des objectifs », au cœur de l'Agenda 2030.

En 2018, nous arrivons à Bruxelles pour assister à « la principale plateforme permettant à la communauté internationale de l'aide et du développement de se réunir et d'améliorer l'efficacité de l'aide » : AidEx. C'est le stand d'Airbnb qui nous accueille juste avant ceux de la Qatar Charity et de la Regulatory Authority for Charitable Activities, les deux sponsors qataris de l'événement. En flânant entre les stands, on y découvre les nouveautés de nombreuses entreprises spécialisées dans le traitement de l'eau ; les outils de simulation de réalité virtuelle qu'utilise la Croix-Rouge ; les produits de NITCO, « fournisseur officiel Nissan et Renault

¹ Jean-Marie Harribey, « L'économie sociale et solidaire, un appendice ou un faux-fuyant ? », *Mouvements*, vol. 1, n° 19, 2002, p. 42-49, <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2002-1-page-42.htm>

auprès des agences internationales d'aide et de développement » ; ou les services de Bolloré Logistics, « leader en gestion des *supply chain* ». À notre stand, gratuitement obtenu à la suite du désistement d'une autre revue, les numéros six et sept publiés la même année sur les relations entre ONG et secteur marchand² sont ceux qui attirent le plus les regards. De là à imaginer qu'ils nourrissent la réflexion...

En juin 2019, l'ambassade polonaise à Paris nous « embarque »³ dans ce qui sera le premier voyage de presse de la revue *Alternatives Humanitaires*. L'objectif est de présenter le « Warsaw Humanitarian Expo » (WHE), organisé sous le haut patronage du président de la République polonaise, Andrzej Duda. Le WHE affirme son ambition d'être le « premier événement en Pologne et en Europe centrale consacré aux affaires humanitaires et au développement ».

Si la présence de Bernard Kouchner et de Mark Lowcock⁴ était annoncée, ils déclineront finalement l'invitation tout comme les différents journalistes français invités au voyage de presse. Conflit d'agenda ? Manque d'intérêt ? Boycott politique ? Crainte d'une instrumentalisation ? Qu'importent les raisons, me voilà – malgré moi –, seule « représentante » par défaut des journalistes français...

Entre deux coupures d'électricité, dans ce grand hangar qui nous accueille en périphérie de Varsovie, le président Duda détaille l'objectif du Salon dont « l'efficacité de l'aide » est le maître mot. Ce salon, dit-il, a vocation à devenir une plateforme d'échange pour une réponse humanitaire plus rapide et efficace. Si le travail des ONG et agences des Nations unies est salué, c'est l'importance des entreprises qui est mise en avant. À peine son intervention finalisée, les journalistes sont invités à participer à la conférence de presse du ministre des Affaires étrangères, accompagné de son directeur du département de coopération économique, Wojciech Ponikiewski. Après la présentation des quatre piliers de l'événement, que nous détaillerons ci-dessous, les questions sont ouvertes. Il n'y en aura qu'une. Elle portera sur le voyage que s'apprête à faire le lendemain le président Duda aux États-Unis pour y rencontrer Donald Trump, visite au cours de laquelle sera mentionnée la demande d'un renforcement de la présence militaire américaine par une Pologne qui se sent encore visiblement menacée par la Russie. L'intérêt du Forum ne semble donc que secondaire.

Mais revenons-en aux piliers du WHE. Le premier pilier, nous explique Ponikiewski, est celui de la création d'un « village humanitaire », un espace de rencontres permettant aux organisations (gouvernementales et non gouvernementales), institutions, universités et entreprises de présenter leurs activités, recherches, services et produits. Un temps de « réseautage » assez classique, permettant de mettre en avant les activités de chaque acteur du secteur de l'aide humanitaire. Rien qui ne soit hors norme pour un forum, où l'intérêt et la richesse d'y participer résident précisément dans le fait de créer des liens et d'aller à la rencontre d'autres acteurs et de potentiels partenaires.

² *Alternatives Humanitaires*, « ONG et secteur marchand : menace ou opportunité ? », n° 6, novembre 2017, <http://alternatives-humanitaires.org/fr/category/focus-fr/ong-et-secteur-marchand-menace-ou-opportunit%C3%A9/> ; *Alternatives Humanitaires*, « ONG et secteur marchand : L'État arbitre », n° 7, mars 2018, <http://alternatives-humanitaires.org/fr/category/focus-fr/ong-et-secteur-marchand-%E3%9C%9Cletat-arbitre/>

³ Au sens d'*embedded*, terme employé pour les ONG, notamment américaines, embarquées à la suite des troupes de ce pays durant la seconde guerre du Golfe...

⁴ Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, coordonnateur des secours d'urgence et chef du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies.

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

Le deuxième pilier – « point d’orgue » de l’événement – est l’organisation de la conférence de haut niveau : « Les entreprises responsables pour les réponses humanitaires d’urgence ». L’objectif affiché est de promouvoir le développement de partenariats des entreprises polonaises avec les ONG – et non des ONG avec les entreprises – et de mettre en avant l’opportunité que représente le secteur humanitaire pour les entreprises polonaises, encore trop peu présentes sur ce marché si l’on en croit l’orateur. L’événement, qui accueille également en *side-event* le Global Compact Network, est très clairement organisé pour développer la politique de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) polonaises, pour les rendre plus compétitives et leur faire prendre conscience que le secteur de l’aide humanitaire représente des parts de marché qu’il est intéressant d’investir. D’ailleurs, le troisième pilier, le Warsaw Procurement Forum, dont la traduction française serait le « Forum des marchés » est présenté comme une plateforme d’échanges et de conseils permettant aux entreprises polonaises de mieux participer à des appels d’offres pour la fourniture de services et la livraison de biens aux organisations internationales.

Cette ambition d’efficacité est par ailleurs mise en parallèle avec une remise en question de la pertinence des acteurs humanitaires : les ONG ou les Nations unies sont-elles encore les parties prenantes les plus adéquates pour intervenir ? Faisons-nous face à une perte de confiance entre les acteurs de l’aide et les personnes la recevant ? Certains évoquent aussi « l’hypocrisie de l’aide humanitaire » où les principaux donateurs sont aussi ceux qui financent et alimentent les conflits – en d’autres termes, l’instrumentalisation politique des ONG et la promotion d’acteurs plus compétitifs et techniquement plus compétents.

Le quatrième et dernier pilier est l’« expo/fair », un espace « ouvert aux entreprises opérant dans différents secteurs de l’aide humanitaire et du développement ». Les stands sont répartis en sept secteurs : logistique, communication et technologie ; abris humanitaires (*shelters*) ; équipements médicaux et pharmaceutiques ; nourriture ; sécurité ; agences et... « autres ».

Et par « autres », il faut comprendre les quelques ONG et Fondations présentes : je reconnais notamment les logos de Caritas et de la Croix-Rouge, je découvre le Polish Humanitarian Action ou la Polska Misja Medyczna et je m’arrête au stand de Noha⁵ où une jeune étudiante me présente le master « Action humanitaire » que ce réseau interuniversitaire délivre en quatre semestres pour de modestes frais d’inscription s’élevant à 12 000 euros...

Mes pas me conduisent au stand de la direction générale de la coopération internationale et développement de la Commission européenne (DEVCO), tenu notamment par une jeune femme polonaise travaillant pour l’agence de communication qui a créé le concept, installe et anime les stands de DEVCO. Elle partage sa désillusion du manque d’engagement des jeunes Polonais, majoritairement positionnés à l’extrême droite de l’échiquier politique, tandis que j’évoque mon malaise par rapport à la mise en avant du rôle des entreprises dans le secteur humanitaire, l’absence de jeunes dans les couloirs de cette expo et le nombre incroyablement bas d’ONG présentes. Elle me rappelle que jusque dans les années 1980, la Pologne était un pays qui recevait l’aide d’autres États ou d’ONG et que ce n’est que récemment que le pays se positionne comme un bailleur émergent de l’aide humanitaire. Si l’on perçoit assez bien la direction que prendra cette aide d’État polonaise, on imagine mal comment pourra se développer une société civile indépendante et quel souffle pourra y trouver la jeunesse du pays.

⁵ Noha Network on Humanitarian Action est une association internationale d’universités visant à renforcer le professionnalisme dans le domaine de l’action humanitaire à travers l’éducation, la formation et la recherche : <https://www.nohanet.org/en>

Je continue mon parcours jusqu'au secteur des « agences » où j'aperçois le stand de DIHAD-2020 – forum humanitaire organisé en mars 2020 à Dubaï sous le patronage de Sheikh Mohammed bin Rashid Al Maktoum, émir de Dubaï et présenté comme le *hub* mondial de l'aide humanitaire au Moyen-Orient et en Afrique –, celui de Aid & Trade 2020, forum organisé à Londres et le King Salman Humanitarian Aid and Relief Centre – organisation gouvernementale fondée par le roi d'Arabie saoudite, la chambre de commerce polonaise et le stand du ministère de l'Entrepreneuriat et des Technologies. Sur le chemin de la sortie, les entreprises font la promotion de leurs produits : de la saucisse Sokolow à la combinaison chimique de DuPont, en passant par l'hélicoptère sans pilote et le camion de pompiers... C'est ici que se termine mon périple dans l'humanitaire de la convergence et du pragmatisme.

Si le principe du partenariat marchand/non marchand n'est plus discutable, il m'apparaît comme une évidence à la fin du WHE que les ONG ont l'obligation de rappeler aux entreprises que, quand elles « s'engagent dans l'aide humanitaire », elles doivent le faire sous la responsabilité des ONG, garantes des principes humanitaires. C'est aux ONG que revient l'obligation de remettre au centre de leurs préoccupations l'éthique de leurs partenariats. D'analyser, de contrôler et d'évaluer que les partenaires respectent les critères qui, s'ils ne peuvent pas être universels et applicables à toutes les ONG, doivent *a minima* garantir une approche raisonnée et respectueuse des principes humanitaires. Un cadre légal existe, des conventions ont été signées : les partenariats doivent se faire dans ce cadre-là. L'aide humanitaire n'est pas un produit d'appel pour le développement marchand. Que l'on rassemble des forces, que l'on prenne appui sur des externalités pour améliorer l'aide, que l'on s'appuie sur des outils techniques, innovants, nous ne le remettons pas en cause. Mais c'est exactement ce qu'ils doivent rester : des outils, des appuis, un soutien. Le glissement semble pourtant se faire progressivement et la frontière devient ténue. Dans cette course pour couvrir l'écart entre besoins et ressources, sommes-nous prêts à sacrifier notre indépendance ? Avons-nous perdu de vue l'objectif qui nous anime ?

C'est par la visite du musée de l'insurrection de Varsovie que se termine notre voyage de presse. Abrisé dans une ancienne centrale de tramway réaménagée, le musée retrace jour pour jour l'insurrection de Varsovie qui durera du 1^{er} août au 2 octobre 1944. Un hommage émouvant des habitants de Varsovie qui se sont battus et sont morts pour l'indépendance polonaise et la libération de leur capitale. Un exemple de courage, qui fait résonner la force de la résistance.

Biographie • Audrey Sala

Après avoir participé à la création de la Fondation Handicap International et de la Fondation Vivre Debout, Audrey Sala, a accompagné les fondateurs de la revue *Alternatives Humanitaires* depuis les prémices du projet. Aujourd'hui, elle est chargée de communication et de coordination pour l'association. Titulaire d'un master 2 « Théorie et pratique des droits de l'Homme » de l'Institut des droits de l'Homme de Lyon, Audrey a également travaillé à Amnesty International France en tant que consultante externe pour la création de leur Fondation et à Handicap International pour le screening éthique des partenariats financiers. Elle est, depuis mai 2017, membre de l'équipe de coordination opérationnelle du Forum Espace Humanitaire.

Reproduction interdite sans l'accord de la revue Alternatives Humanitaires.

Pour citer cet article : Audrey Sala, « Chronique d'une instrumentalisation annoncée de l'aide humanitaire ? », Alternatives Humanitaires, n°12, novembre 2019, p. 92-101,

<http://alternatives-humanitaires.org/fr/2019/11/15/chronique-dune-instrumentalisation-annoncee-de-laide-humanitaire/>

ISBN de l'article (PDF) : 978-2-37704-597-6